

L'ex-ministre McKenna tire à boulets rouges sur les dirigeants



PHOTO SETH WENIG, ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

Le sentiment de mécontentement de l'ancienne ministre de l'Environnement Catherine McKenna, qui a été députée fédérale de 2015 à 2021, contre les pétrolières et gazières canadiennes est profond, et sa liste de doléances longue.

Des « gras dur » proches de Donald Trump qui nous prennent pour « des imbéciles » et qui font des « profits faramineux » avec la guerre en plus de « nourrir la crise climatique », de « mettre « l'économie en péril » et de « demander des subventions ». Voilà comment l'ancienne ministre de l'Environnement Catherine McKenna a décrit les dirigeants de l'industrie pétrolière canadienne dans une entrevue avec La Presse Canadienne. Un autre ancien ministre, Steven Guilbeault, a de son côté dénoncé le double discours et le manque de sérieux de ces dirigeants.

Publié le 18 avril

STÉPHANE BLAIS
La Presse Canadienne

En marge du Sommet Climat Montréal, jeudi, La Presse Canadienne a demandé à l'ancienne ministre de l'Environnement Catherine McKenna de réagir à l'inventaire officiel de gaz à effet de serre du Canada, publié cette semaine.

Celui-ci montre qu'encore une fois en 2024, la production de pétrole et de gaz était le seul secteur industriel au pays à avoir augmenté ses émissions de GES.

« C'est révoltant ! », a lancé l'ex-ministre, en ajoutant « qu'au Canada, les Canadiens s'attendent à ce que tous fassent leur part, mais les compagnies pétrolières et gazières, majoritairement américaines, ne font pas leur part. »

« **Leur seule contribution consiste à augmenter nos émissions et à réclamer des subventions.** »

— Catherine McKenna, ancienne ministre de l'Environnement

De plus, elle estime que ces entreprises « exigent que les contribuables canadiens paient la facture du nettoyage de la pollution qu'elles engendrent et de la construction d'oléoducs dans lesquels elles refusent d'investir leurs propres fonds ».

Le sentiment de mécontentement de celle qui a été députée fédérale de 2015 à 2021 contre les pétrolières et gazières canadiennes est profond, et sa liste de doléances longue.

Elles « engrangent des profits colossaux grâce à la guerre illégale menée par la Russie contre l'Ukraine, et maintenant grâce à la guerre contre l'Iran. Mais que font-elles de ces profits ? Elles les redistribuent à des dirigeants gras dur [fat cats CEO], qui les reversent ensuite à leurs actionnaires, majoritairement américains et partisans de Donald Trump, soit dit en passant ».

Les pétrolières et gazières « sont la principale cause de la crise climatique ! Elles pratiquent l'éco-blanchiment ! Elles répandent de la désinformation ! Et ensuite, elles exigent que les citoyens, qui paient déjà plus cher le pétrole et le gaz pour se déplacer et se chauffer, les subventionnent ! », a fustigé Catherine McKenna, en ajoutant « qu'elles nous prennent pour des imbéciles ».

Inquiète pour l'économie

Depuis 1990, la production des sables bitumineux a augmenté de plus de 900 % au pays, selon l'inventaire officiel de gaz à effet de serre du Canada.

Accroître la production de gaz et de pétrole année après année n'est pas « la direction que le reste du monde prend ».

D'un point de vue environnemental, « c'est absurde, et d'un point de vue économique, encore plus », selon l'avocate et ancienne politicienne.

« Les chocs énergétiques », qui font référence aux changements de prix soudain des énergies, provoqués par exemple par les guerres, « accélèrent la transition énergétique des pays du monde entier vers les énergies renouvelables, moins chères et plus propres », a souligné Catherine McKenna, qui dit « s'inquiéter pour le Canada ».

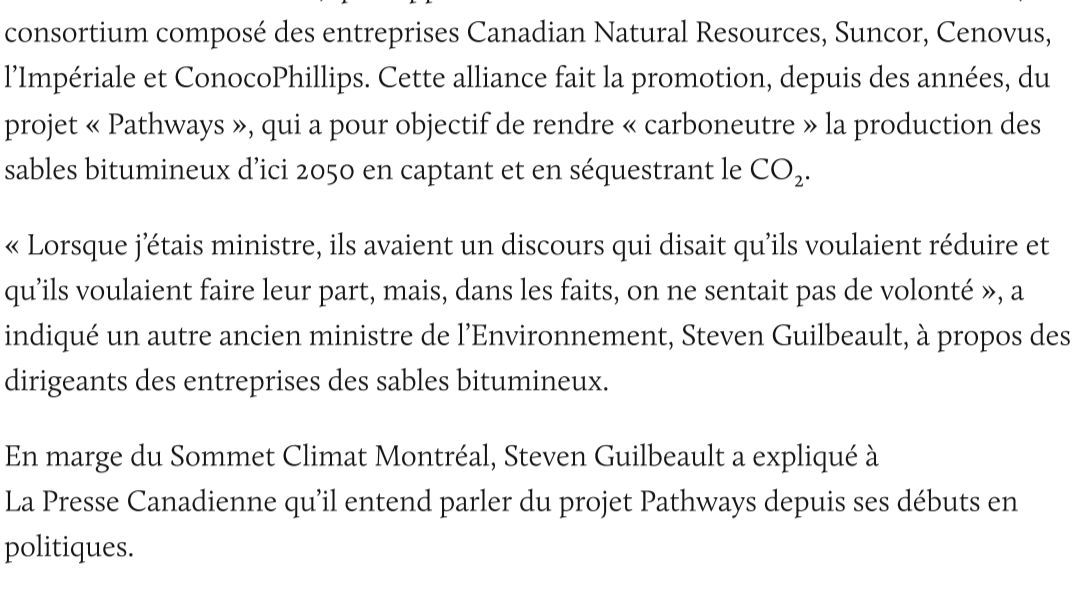


PHOTO CHAD HIPOLITO, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Catherine McKenna alors ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, en 2021

Un récent rapport de l'International Renewable Energy Agency montre que les énergies renouvelables représentent, en 2025, 85,6 % de l'expansion totale des capacités électriques mondiales.

« Pourquoi ne pas inciter les gens à abandonner les énergies fossiles, à passer aux véhicules électriques, à moderniser leurs maisons ? Pourquoi continuons-nous à nous chauffer au mazout et au gaz ? À Halifax, on livre même du mazout à domicile alors qu'il existe des thermopompe ! Pourquoi nos fournisseurs d'énergie ne nous permettent-ils pas, à nous, Canadiens, d'installer des panneaux solaires et d'être rémunérés pour cela ? » s'est interrogée l'ancienne ministre dans le gouvernement de Justin Trudeau.

« **Les solutions existent, et nous devons absolument aller de l'avant. Il ne s'agit pas tant d'accessibilité financière que de la compétitivité économique du Canada, aujourd'hui et demain, et bien sûr, d'un meilleur avenir pour nos enfants.** »

— Catherine McKenna, ancienne ministre de l'Environnement

Des profits faramineux grâce à la guerre

Lors de l'entretien avec La Presse Canadienne, Catherine McKenna a fait référence à une analyse publiée par le Centre canadien de politiques alternatives sur les récents profits réalisés par les pétrolières.

Les entreprises canadiennes de cette industrie « engrangent chaque jour 170 millions de dollars de profits supplémentaires grâce à la guerre menée par les États-Unis et Israël en Iran, qui a fait grimper les prix mondiaux du pétrole de plus de 50 % », soutient l'analyse publiée la semaine dernière.

Lors de son entretien avec La Presse Canadienne, M^{me} McKenna n'a pas précisé à quoi elle faisait référence lorsqu'elle a dit que les pétrolières canadiennes faisaient de l'éco-blanchiment et de la désinformation, mais celles-ci ont maintes fois été accusées de diffuser des informations trompeuses.

Des chercheurs de l'Université d'Ottawa, de l'Université Rutgers et de l'Université Carleton ont, par exemple, publié une recherche dans la revue scientifique *Energy Research & Social Science*, en juin 2024, sur la façon dont l'Alliance nouvelles voies trompait le public avec ses prétentions environnementales.

L'Alliance nouvelles voies, qui s'appelle désormais l'Alliance des sables bitumineux, est un consortium composé des entreprises Canadian Natural Resources, Suncor, Cenovus, l'Impériale et ConocoPhillips. Cette alliance fait la promotion, depuis des années, du projet « Pathways », qui a pour objectif de rendre « carboneutre » la production des sables bitumineux d'ici 2050 en captant et en séquestrant le CO₂.

« Lorsque j'étais ministre, ils avaient un discours qui disait qu'ils voulaient réduire et qu'ils voulaient faire leur part, mais, dans les faits, on ne sentait pas de volonté », a indiqué un autre ancien ministre de l'Environnement, Steven Guilbeault, à propos des dirigeants des entreprises des sables bitumineux.

En marge du Sommet Climat Montréal, Steven Guilbeault a expliqué à La Presse Canadienne qu'il entend parler du projet Pathways depuis ses débuts en politiques.

« Ce que l'on constate, sept ans plus tard, et après que le fédéral, avec la députée Christia Freeland comme ministre des Finances, ait octroyé des crédits d'impôt pour la séquestration du carbone, c'est qu'ils ont investi plus en publicité pour parler de leur projet que dans la réalisation de ce projet-là. Alors moi, je constate un manque de sérieux, puis un double discours de la part des pétrolières sur cette question-là », a ajouté Steven Guilbeault.

La Presse Canadienne a sollicité une entrevue avec un représentant de l'Alliance des sables bitumineux afin de réagir aux propos de l'ancienne ministre McKenna et de l'inventaire des GES, mais au moment d'écrire cet article, l'agence n'avait pas obtenu de réponse.

Le Canada a légèrement baissé ses émissions de GES en 2024 en produisant 685 mégatonnes d'équivalent CO₂. De cette quantité, 208 mégatonnes proviennent de la production de pétrole et de gaz. Les transports (151 Mt), nourris par l'industrie du pétrole et du gaz, sont le deuxième secteur le plus polluant.

Note aux lecteurs
Dans la version originale de l'article, La Presse Canadienne écrivait que trois chercheurs de l'Université d'Ottawa avaient publié une recherche en juin 2024, sur la façon dont l'Alliance nouvelles voies trompait le public avec ses prétentions environnementales. En fait, il s'agissait d'un chercheur de l'Université d'Ottawa, un autre de l'Université Rutgers et un autre de l'Université Carleton.

Partager cet article

Proposés par notre algorithme

ARTICLES SIMILAIRES

AFFAIRES
Planète économique
États endettés et pétrolières gavés

Publié le 20 avril

ENVIRONNEMENT
Réduction des gaz à effet de serre
Le Canada fait du surplace

Publié le 16 avril

AFFAIRES
Sommet canadien de l'investissement
Mark Carney veut mobiliser 1000 milliards d'investissements

Mis à jour le 17 avril

ÉCONOMIE EN CONTINU

00:36
ÉCONOMIE
Mark Carney hausse le ton
« Je ne me lève pas le matin en pensant aux États-Unis »

Publié à 11 h 46

ÉCONOMIE
Révision de l'ACEULM
« Pas de besoin d'ouvrir l'entente », dit la négociatrice du Canada

Publié le 21 avril

ÉCONOMIE
Remboursement des droits de douane
Le demi-tour des courtiers en douane

Publié le 21 avril

ÉCONOMIE
Reviement historique
Le Japon assouplit ses restrictions sur ses exportations d'armements

Mis à jour le 20 avril

ÉCONOMIE
Canada
Le prix de l'essence accélère l'inflation

Mis à jour le 20 avril

ÉCONOMIE
Guerre commerciale
L'administration américaine ouvre son portail de remboursement des droits de douane

Publié le 20 avril

ÉCONOMIE
Guerre commerciale avec les États-Unis
Nos liens étroits sont devenus une faiblesse, affirme Carney

Mis à jour le 19 avril

ÉCONOMIE
Démystifier l'économie
Le taux d'inflation pour calculer la retraite

Publié le 18 avril

ÉCONOMIE
Renégotiation de l'ACEULM
Le Canada a « la pire » stratégie de négociations, dit Lutnick

Mis à jour le 17 avril

ÉCONOMIE
Trouvez réponse à vos questions
Démystifier l'économie

Mis à jour le 17 avril

ÉCONOMIE
Commerce interprovincial
Les barrières tombent graduellement, selon le ministre LeBlanc

Publié le 17 avril

ÉCONOMIE
Diversification des échanges commerciaux
Le Canada adopte la bonne approche, selon le président finlandais

Publié le 15 avril

ÉCONOMIE
Les baux d'entrepôts sont populaires pour contourner les droits de douane

Publié le 15 avril

ÉCONOMIE
Les exportations de matières premières par le détroit d'Ormuz s'effondrent, sauf pour l'Iran

Publié le 15 avril

ÉCONOMIE
Canada
Le secteur automobile contribue à la reprise de l'industrie manufacturière en février

Publié le 15 avril

Charger plus d'articles

Nos applications

La Presse+
Application mobile La Presse

Contact

Centre d'aide
À propos de nous
Faire carrière chez nous
Annoncer chez nous

Services

Nos infoteckes
Avis de décès
Les Éditions La Presse
Météo
Concours

Archives

Recherche
Renseignements sur les archives

Suivez La Presse

Légal

Conditions d'utilisation
Politique de confidentialité
Registre de publicité électorale
Code de conduite

© La Presse Inc. Tous droits réservés.

Apprenez-en plus sur la psychologie de l'enrichissement, les finances personnelles et l'investissement.

Le lundi

Courriel

Je m'inscris

Toutes les infolettres
Voir notre politique de confidentialité